

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 3 août 2022

Madame Stéphanie Gamache
Coroner et présidente par intérim
Madame Hélène Cadrin
Coprésidente
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale
Bureau du coroner
Édifice Le Delta 2, bureau 390
2875, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 5B1

Mesdames,

C'est avec intérêt que nous avons pris connaissance du premier rapport annuel du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale du Bureau du coroner et plus particulièrement des recommandations adressées au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Veuillez nous excuser des délais encourus depuis la réception de votre rapport.

Nous tenons par ailleurs à vous informer que nous mettons en place plusieurs mesures visant notamment à solidifier le filet social pour répondre à la problématique de la violence conjugale.

Ainsi, des investissements importants ont déjà été consentis par le MSSS afin de rehausser les services offerts aux victimes par les maisons d'aide et d'hébergement et les services des organismes œuvrant auprès des hommes aux comportements violents dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 (le Plan d'action 2018-2023) et du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations à haut risque de dangerosité 2020-2025 (le Plan d'action spécifique 2020-2025).

... 2

Le gouvernement a également annoncé au printemps 2021 un investissement additionnel de 222,9 M\$, sur cinq (5) ans, pour prévenir les féminicides. Notre ministère est d'ailleurs responsable des investissements suivants :

- Un rehaussement de 92 M\$ pour les maisons d'aide et d'hébergement de première étape pour bonifier l'offre de services externes aux et créer nouvelles places.
- Un investissement de 10 M\$ est également prévu pour soutenir l'offre de services en prévention et en intervention en matière de violence conjugale et familiale au Nunavik.
- Un investissement de 19,8 M\$ est versé aux ressources pour hommes pour améliorer la réponse aux besoins des hommes qui ont des comportements violents.

De plus, des investissements de 181,9 M\$ sur 5 ans ont été annoncés par le gouvernement au budget 2022-2023 dans le cadre de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer les violences sexuelles, la violence conjugale et Rebâtir la confiance. Les investissements suivants en violence conjugale sont sous la responsabilité du MSSS :

- Un investissement de 90,1 M\$ pour soutenir davantage les maisons d'hébergement de 1^{re} étape;
- Un investissement de 48,2 M\$ pour assurer les services dans les maisons d'hébergement de 2^e étape en développement;
- Un rehaussement de 18,6 M\$ pour les organismes d'aide aux hommes ayant des comportements violents.

En ce qui a trait plus spécifiquement aux recommandations du rapport du comité d'examen des décès qui concernent le MSSS, plusieurs actions ont été réalisées ou sont amorcées :

- En collaboration avec l'Institut national de santé publique du Québec, une animation pour sensibiliser le public et les intervenant-e-s œuvrant auprès des jeunes a été produite pour promouvoir des rapports égalitaires dans les relations de couple à partir du chapitre thématique du Rapport québécois sur la violence et la santé. (R1¹).
- Nous participons actuellement à une campagne de communication provinciale visant à sensibiliser l'ensemble de la population aux différentes formes de violence et à la dynamique propre à la violence entre partenaires intimes. Cette action, qui correspond à l'action 10 du Plan d'action 2018-2023, a permis à des influenceurs et influenceuses de développer du contenu permettant de rejoindre des publics variés (R2).

... 3

¹ Correspond à la recommandation 1. Les recommandations identifiées sont en annexe.

- La mise en place de protocoles de références et de mécanismes de collaboration interorganisationnelle en milieu autochtone est en cours dans la région du Nunavik. En effet, la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik collabore au développement d'une cellule d'intervention rapide et à la révision du protocole de référence entre les organismes (par exemple : maison d'aide et d'hébergement, service de police, protection de la jeunesse). Les travaux sont amorcés avec le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et à mettre en place dans les autres territoires concernés (R6 et R13).
- La formation *Connaître, détecter, intervenir en matière de violence conjugale*, qui s'adresse aux intervenant-e-s du réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'aux partenaires communautaires, est accessible en ligne depuis mai 2020. À ce jour, elle a permis de rejoindre 3000 intervenant-e-s en intervention auprès des femmes, des hommes et des enfants en situation de violence conjugale. Elle comprend un module sur l'intervention auprès de groupes particuliers : les Autochtones, les adolescent-e-s, les femmes immigrantes, les femmes ayant des limitations fonctionnelles, les personnes LGBTQ+ et les femmes âgées. Sa diffusion est toujours en cours. Par ailleurs, les intervenant-e-s œuvrant en contexte autochtone doivent obligatoirement suivre une formation sur la sécurisation culturelle. Il va sans dire que le MSSS soutient le partage d'outils et d'expertise en matière d'intervention en contexte de violence conjugale chez les Autochtones (R15).
- Quant aux formations s'adressant aux intervenantes et intervenants en périnatalité et en suivi après l'accouchement sur la problématique de la violence conjugale et sur l'intégration d'interventions préventives (détection et références à des ressources d'aide et de protection) dans ces services (R18), le MSSS envisage de donner suite à cette recommandation en intégrant ce volet à la prochaine politique en périnatalité.
- Un outil d'intervention psychosociale visant à soutenir les intervenants psychosociaux auprès des personnes âgées, des personnes LGBTQ+, des hommes victimes, des personnes immigrantes et des personnes ayant une limitation fonctionnelle en situation de violence conjugale (mesure 36 du plan d'action 2012-2017 en violence conjugale) a été développé et diffusé (R16).

Pour ce qui est des organismes œuvrant auprès des hommes ayant des comportements violents, les investissements de 19,8 M\$ et de 18,6 M\$ sur cinq (5) ans, mentionnés précédemment, vise à améliorer la réponse aux besoins des hommes aux comportements violents. Notre ministère est également soucieux de fournir les moyens à tout organisme œuvrant auprès des hommes en difficulté pour détecter les situations de violence et d'homicide conjugal. Ainsi, nous poursuivons nos travaux pour évaluer les besoins de ces organismes, notamment en matière de formation. (R28).

Soulignons en terminant que la mesure 31 du Plan d'action 2018-2023 prévoit la désignation d'une personne-ressource responsable du dossier de la violence conjugale au sein de tous les Centres intégrés et Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux. Une somme de 1,8 M\$ est prévue dès 2022-2023. Les rôles et responsabilités de la personne-ressource ont été définis en collaboration avec les établissements (R17).

Enfin, nous partageons votre préoccupation sur l'interprétation de l'application de la notion de confidentialité dans le réseau de la santé et des services sociaux et chez différents partenaires, et qu'elle soulève en effet des enjeux en matière de partage des renseignements, qui sont pourtant indispensables pour fournir une réponse adaptée aux personnes requérant des services. Nous comptons en effet soutenir l'élaboration et le déploiement d'outils cliniques en matière d'application de la confidentialité et de partage de l'information au sein du réseau de la santé et auprès de ses partenaires concernés, pour favoriser l'accompagnement par les familles des personnes avec des troubles mentaux, et les adapter au contexte d'intervention en matière de violence conjugale (R24).

Afin d'échanger sur les engagements et les suites à entreprendre, nous vous invitons à communiquer avec madame Marylaine Chaussé, directrice des services sociaux généraux et des activités communautaires à l'adresse [REDACTED] afin de prévoir une rencontre.

Veuillez agréer, Mesdames, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,

[REDACTED]

pour Dominique Breton

N/Réf. : 21-MS-05944

Annexe

Recommandations impliquant le MSSS

1. Nous recommandons au Secrétariat à la condition féminine, au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et au ministère de la Santé et des Services sociaux de procéder à une campagne de sensibilisation et de promotion des rapports égaux dans les relations de couples et d'étendre spécifiquement cette campagne, en l'adaptant, à tous les élèves du Québec de niveau d'enseignement secondaire.
2. Nous recommandons au Secrétariat à la communication gouvernementale, en collaboration avec tous les ministères et organismes signataires du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale, de sensibiliser l'ensemble de la population du Québec aux différentes formes et à la dynamique propre à la problématique de la violence conjugale afin d'éviter qu'elle soit confondue avec les querelles et les conflits conjugaux.
3. Nous recommandons au Secrétariat aux affaires autochtones du Québec, de concert avec l'ensemble des nations autochtones du Québec, et en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Justice et le ministère de la Sécurité publique, d'élaborer et de mettre en œuvre des protocoles de référence interorganismes en milieu autochtone, afin de répondre plus adéquatement aux besoins d'aide et de protection, notamment dans les corps policiers ainsi que dans les services sociaux et médicaux à l'intention des victimes, des proches et des agresseurs, dans leurs communautés respectives.
13. Nous recommandons au ministère de la Sécurité publique, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au ministère de la Justice de faire en sorte que tous les corps policiers et les services médicaux et psychosociaux œuvrant en territoires autochtones élaborent et mettent en œuvre des processus de collaboration afin de s'assurer que les victimes, les proches et les agresseurs obtiennent les services nécessaires, appropriés et en temps opportun, dans leur communauté.
15. Nous recommandons au ministère de la Santé et des Services sociaux de s'assurer que tous les CISSS et CIUSSS du Québec sensibilisent le personnel de leurs différents réseaux à la problématique de la violence conjugale et offrent une formation de base et formation continue à ce sujet.
 - 15.1 Nous recommandons au Secrétariat aux affaires autochtones, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'ensemble des intervenants de la santé et des services sociaux œuvrant auprès de populations autochtones soient formés aux réalités autochtones et à la problématique de la violence conjugale.

16. Nous recommandons au ministère de la Santé et des Services sociaux de fournir au personnel de tous les CISSS et CIUSSS du Québec les outils d'information et de références nécessaires afin de bien conseiller et d'orienter les usagères et usagers du système de la santé et des services sociaux aux prises avec la problématique de violence conjugale.

16.1 Nous recommandons au Secrétariat aux affaires autochtones, en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, d'accorder à la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador les moyens financiers afin de créer les outils d'information et de références nécessaires adaptés à la réalité autochtone pour les usagères et les usagers du système de la santé et des services sociaux aux prises avec la problématique de la violence conjugale.

17. Nous recommandons au ministère de la Santé et des Services sociaux de s'assurer qu'une personne-ressource responsable du dossier de la violence conjugale soit désignée dans tous les CISSS et CIUSSS du Québec.
18. Nous recommandons au ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des sages-femmes du Québec, l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec de former les intervenantes et intervenants en périnatalité et en suivi après l'accouchement à la problématique de la violence conjugale et sur l'intégration d'interventions préventives (détection et références à des ressources d'aide et de protection) dans ces services.
19. Nous recommandons au ministère de la Sécurité publique, au ministère de la Santé et des Services sociaux et au ministère de la Justice de s'assurer que les intervenantes et intervenants provenant de milieux communautaires, publics et parapublics, qui auront à intervenir dans des situations de violence conjugale, puissent recevoir une formation sur les conditions permettant la levée de la confidentialité des renseignements pertinents et d'adapter les protocoles d'intervention afin de mieux partager l'information et assurer la sécurité de tous.
20. Nous recommandons au ministère de la Santé et des Services sociaux d'accorder les moyens financiers et toutes les ressources nécessaires, pour que les intervenantes et intervenants des organismes œuvrant auprès des conjoints violents et des organismes non spécialisés en intervention en violence conjugale qui s'adressent aux hommes, soient formés à la détection de cette problématique ainsi qu'aux facteurs de risque et de protection associés à la prévention de l'homicide conjugal afin de référer la clientèle vers les organismes spécialisés dans le but d'améliorer sa prise en charge.